

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. En savoir plus.

**L'Opinion** Essai 12H de gazdeschiste stop

Tribune

## Gaz de schiste : regardons la réalité en face !

Tribune libre Bernard Accoyer, Laurence Parisot, Dominique Reynié, Les Arvernes

Publié le lundi 07 juillet à 20h05 - Mis à jour le mardi 08 juillet à 10h53

Par Contributeurs



Cela fait quatre ans que le sujet de l'exploration et de l'exploitation en France d'hydrocarbures (gaz et pétrole) de schiste est devenu un sujet polémique et politique, jusqu'à devenir un sujet « non-rationnel », ce qui a conduit à des affirmations non étayées et à des décisions prises à la hâte. Il est temps d'en rediscuter de manière sereine, équilibrée et rationnelle car le gaz de schiste est un sujet majeur pour la France.

Depuis 2011, la droite, puis la gauche, se sont accordées sur une loi interdisant l'utilisation de la technique de la fracturation hydraulique pour explorer ou exploiter des hydrocarbures de schiste. Le terme anxiogène de « fracturation » est sans doute pour beaucoup dans le soutien de l'opinion publique à cette mesure d'interdiction. Néanmoins, elle masque les réels enjeux environnementaux de cette technique.

Tout d'abord, on met derrière ce vocable un ensemble de pratiques qui ont évolué, si bien que les erreurs, qui ont pu être conduites dans certaines régions des Etats-Unis, sont aujourd'hui maîtrisables dès lors qu'une régulation efficace est mise en œuvre.

Certes, l'exploitation de gaz ou de pétrole de schiste n'est pas une pratique anodine. Elle nécessite un nombre de forages important, des quantités d'eau significatives et induit de nombreux déplacements de camions en surface. Aucune de ces externalités n'est toutefois réhivitoire et ne saurait conduire à écarter une technique aujourd'hui largement éprouvée.

Interdire une technique plutôt qu'en réguler les effets, c'est renoncer à toute évolution positive des pratiques industrielles. C'est tourner le dos au progrès.

Pire, la réglementation actuelle frise l'obscurantisme quand elle interdit l'exploration, c'est-à-dire la quantification des réserves que possède notre sous-sol. Cette étape est pourtant un préalable essentiel. Il est important de noter que la seule découverte de réserves quantifiées, sans perspective d'exploitation immédiate, aurait un impact positif sur la confiance des investisseurs internationaux puisqu'elle nous doterait d'un nouvel actif, source potentielle de revenus futurs, à faire valoir face à notre endettement grandissant.

Une telle perspective d'exploitation future n'est pas contradictoire avec nos objectifs de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre. Nous devons réduire drastiquement nos importations de pétrole et de gaz, d'une part en consommant moins d'énergie carbonée, et d'autre part en retrouvant une production nationale. Le mix énergétique de notre pays ne pouvant se passer de pétrole ou de gaz à moyen terme, il y aurait même une certaine forme d'hypocrisie à continuer à consommer ces énergies produites hors de nos frontières, dans des conditions environnementales que nous refusons en France.

Mettre de la rationalité dans ce débat, c'est aussi reconnaître que l'exploitation du gaz de schiste en France et en Europe ne devrait pas conduire au même choc de compétitivité que celui constaté aux Etats-Unis. En effet, nous nous approvisionnons sur un marché plus vaste, moins sensible à la découverte de nouvelles ressources et notre densité de population est plus importante, ce qui ne manquera pas d'induire des surcoûts d'exploitation.

**Créer plusieurs milliers d'emplois.** Il n'empêche, si l'exploitation de gaz et de pétroles de schiste ne sera pas l'eldorado promis par certains, il s'agira d'une activité industrielle rentable qui créera plusieurs milliers d'emplois et améliorera significativement notre balance commerciale comme notre indépendance énergétique.

Plutôt que de se résigner sur la situation économique de notre pays, il est temps d'affronter la réalité du sujet des hydrocarbures de schiste et de ne plus biaiser avec la réalité au nom de partis pris idéologiques. Cela suppose d'objectiver la question des ressources dont nous disposons en autorisant sans délais l'exploration.

En parallèle, un travail doit être mené concernant l'encadrement réglementaire d'une future exploitation de ces ressources, en tirant profit du retour d'expérience accumulé aux Etats-Unis. Une évolution du code minier, afin de mieux partager les revenus tirés de l'exploitation de ces hydrocarbures, est sans doute également nécessaire, afin d'aller vers une meilleure acceptabilité locale.

Bernard Accoyer (Député de Haute-Savoie, ancien Président de l'Assemblée nationale), Laurence Parisot (Vice-Présidente de l'IFOP, ancienne Présidente du Medef), Dominique Reynié (Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique), Les Arvernes (groupe de hauts fonctionnaires, d'économistes, d'avocats, de professeurs d'universités et de chefs d'entreprise).



**Des iPad en vente à 30€**

C'est le nouveau buzz internet, découvrez l'astuce



**Panneaux Solaires Offerts**

Vos panneaux pour 0€ : matériel, installation et maintenance compris. Inscrivez-vous !



**Ras-le-bol fiscal ?**

Vous payez plus de 3000€ d'impôts par an ? Découvrez comment ne plus en payer dès 2014 !



**Essayez la Nouvelle Aygo**

Compacte, généreuse et glamour, venez essayer la nouvelle Toyota Aygo et passez en mode fun.

Publicité Ligatus